

## ENTRETIEN AVEC DES POMPIERS BRESTOIS

Les pompiers brestois ont rejoint le mouvement de grève afin d'exprimer leur ras-le-bol, car :

- le métier n'est toujours pas reconnu comme "métier à risque" malgré les dangers qu'ils rencontrent au quotidien ;
- restrictions d'effectif de 55 à 35 pompiers pour 12000 interventions/an sur la région brestoise, entraînant de mauvaises conditions de travail et donc plus de danger ;
- c'est le métier connaissant le plus fort taux de suicide dans la fonction publique ;
- les pompiers effectuent des gardes de 24h, payées 17h seulement et ne dispose plus de cantine collective, donc plus de repas ;
- un pompier débutant gagne environ 1200 euros ;
- de plus en plus d'interventions ne sont plus traitées par les pompiers, obligeant les usagers à faire appel à des services privés ;
- alors, que le nombre de pompiers sur le terrain diminue, le nombre d'officiers supérieurs, lui, augmente ;
- les pompiers travaillent les dimanches et jours fériés mais ne sont, pour autant, pas payés plus.

---

### Bloquons le G7 parlementaire à Brest

*du 4 au 7 septembre*

+ d'infos : <https://bloquonsg7debrest.noblogs.org>

### Prochains Rdv :

- | <u>Jeudi 5</u>   | <u>Vendredi 6</u>                          | <u>Samedi 7</u>                                  |
|--|--|--|
| • 12h30 pique-nique militant, devant le CC Phare de l'Iroise (Géant) | • 08h au parc de l'arc'Hantel, pour action | • 09h30-11h30 Université des collectifs en lutte |
| • 21h conférence théâtrale   | • 18h Grand Jeu, Place Guérin              | • 13h30 Manifestation, place de Strasbourg       |
|  | • 21h Débats                               |  |
- 

## Hôpitaux, pompiers, EHPAD, sécurité civile, éducation, sécurité sociale, transports... Stop à la CASSE DU SERVICE PUBLIC !

**« Ce n'est pas parce que l'on est en grève que vous attendez, c'est parce que vous attendez que nous sommes en grève »**

Brest accueille les parlementaires du G7 du 5 au 7 septembre. Le G7 participe activement à l'élaboration des grands programmes internationaux comme l'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services), qui vise à la privatisation des services publics. Cet accord s'inscrit directement dans une logique capitaliste, où tout s'achète et tout se vend, y compris les biens sociaux, les services publics et les vies qui peuvent en dépendre.

En France, depuis plusieurs mois, les personnels des différents services publics tentent d'alerter l'État sur la crise qu'ils rencontrent, faute de moyens humains et matériels. En réponse : des miettes ont été accordées, telles que des primes d'activité, sans répondre réellement aux revendications des grévistes.

Alors que l'État a octroyé 37,5 milliards de CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi) entre 2016 et 2018 aux grandes entreprises sans contrepartie, il est indécent de ne proposer que 70 millions d'euros au service des urgences. Une miette de plus.

**EXTRAIT DE LA LETTRE OUVERTE DE MME BASSET ADRESSÉE À AGNES BUZYN, MINISTRE DE LA SANTÉ, LE 27/12/2018<sup>A)</sup>**

Lorsqu'elle écrit cette lettre, Mathilde Basset est infirmière depuis 1 an et demi à peine. Elle a enchaîné des contrats courts (quelques mois, quelques semaines), d'abord aux urgences, puis à l'EHPAD de son hôpital, en Ardèche. Aux urgences, elle témoigne du manque de personnel, de cadences infernales. *“Une infirmière peut se retrouver à gérer seule 35 patients relevant d'une surveillance clinique accrue”*, témoigne-t-elle. Puis, elle raconte son expérience à l'EHPAD :

*“Ce matin, j'ai craqué. Comme les 20 jours précédents. Je m'arrache les cheveux, au propre comme au figuré. Je presse les résidents pour finir péniblement ma distribution de médicaments à 10h15 (débutée à 7h15), je suis stressée donc stressante et à mon sens, maltraitante. Je ne souhaite à personne d'être brusqué comme on brusque les résidents. Disponible pour personne, dans l'incapacité de créer le moindre relationnel avec les familles et les usagers, ce qui, vous en conviendrez, est assez paradoxal pour un soi-disant lieu de vie.*

*Je bâcle. Je bâcle et agis comme un robot en omettant volontairement les transmissions de mes collègues que je considère comme les moins prioritaires pour aller à l'essentiel auprès des 99 vies dont j'ai la responsabilité. [Je suis dans une usine d'abattage qui broie l'humanité des vies qu'elle abrite, en pyjama ou en blouse blanche.*

*Arrivez-vous à dormir ? Moi non. Et si c'était vous? Vos parents? Vos proches ? Que voulons-nous faire pour nos personnes âgées ? Pour les suivants ? J'ai peur Mme la Ministre. Votre politique gestionnaire ne convient pas à la logique soignante. Ce fossé que vous avez créé, que vous continuez de creuser promet des heures bien sombres au "système de Santé". Venez voir, rien qu'une fois. Moi je rends mon uniforme, dégoutée, attristée.”*

**EXTRAIT DE LA LETTRE ADRESSÉE AU RESPONSABLE DES URGENCES ET À LA DIRECTION DE L'HÔPITAL DE LA CAVALE BLANCHE À BREST, LE VENDREDI 26/02/2016 PAR MME DOUGET<sup>B)</sup>**

“Mme Douget a accompagné sa tante, très souffrante aux urgences de Brest. Durant les deux heures en salle d'attente, alors que sa tante souffre, elle constate que les conditions d'accueil sont déplorables.

*[...] Des personnes âgées qui appellent à l'aide car la douleur est à la limite du supportable, d'autres qui vomissent du sang à même le sol sans qu'on leur prête la moindre attention [...] Au bout de deux heures, nous sommes enfin installées dans un box, nous pensons alors naïvement que le « calvaire » est bientôt terminé. Je suis loin d'imaginer qu'en fait ça n'est que le début. Bien que le personnel soit gentil, il manque, cependant parfois, de délicatesse sur les propos tenus. Pouvons-nous cependant les blâmer, quand on voit le manque de personnel évident ? [...] Après les deux heures de patience dans le couloir nous avons eu la « chance » d'en passer huit dans le box pour une simple prise de sang, une radio et enfin être conduits en chambre car l'état de ma tante à LARGEMENT eu le temps de se dégrader lors de ces nombreuses heures d'attente. Pourquoi accepter d'ouvrir un service des urgences à 17 millions d'euros, à multiplier la surface de travail par 3 ou 4 et ne pas y mettre le personnel, oh combien indispensable, pour assurer la sécurité des patients.*

*[...] Pour finir je voudrais surtout qu'on comprenne que je n'en veux pas du tout au personnel hospitalier soignant qui au contraire se bat pour avoir de meilleures conditions de travail et qui fait avec le peu de moyens qu'on lui donne, je blâme juste l'administration et l'Etat français de laisser les choses en arriver à ce point.”*

Les témoignages complets sont disponibles :

- a) <https://www.facebook.com/mathildebas/posts/10214679405956999>
- b) <https://france3-regions.francetvinfo.fr/bretagne/finistere/brest/brest-une-lettre-pour-raconter-dix-heures-de-calvaire-aux-urgences-de-l-hopital-940842.html>